

**Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale relatif à l'exploitation par la  
société GXO LOGISTICS FRANCE d'un entrepôt logistique  
situé au 280, allée des Peupliers - 01150 SAINT-VULBAS .**

**La Préfète de l'Ain  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration prise en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

VU le décret n°2009-648 du 09 juin 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 400 kW et 20 MW ;

VU l'arrêté ministériel du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 « accumulateurs (ateliers de charge d') » ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre des rubriques 1436, 4330 et 4331 ;

VU l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 22 octobre 2010 modifié relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal » ;

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination des garanties financières ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement (établissements SEVESO) ;

Vu l'arrêté ministériel du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

VU l'arrêté ministériel du 03 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses ;

VU le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Rhône Méditerranée 2022-2027 ;

VU le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la basse vallée de l'Ain approuvé par arrêté du 25 avril 2014 ;

VU le Plan de Gestion de la Ressource en Eau de la Basse Vallée de l'Ain approuvé le 28 juin 2017 ;

VU l'avis technique publié au journal Officiel de la République Française n°85 du 11/04/2024 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°960 du 21 mars 2017 portant règlement départemental de défense extérieur contre l'incendie (RDDECI) pour le département de l'Ain ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 juin 2019 modifié relatif à la lutte contre les espèces d'ambrosies dans l'Ain ;

VU les actes en date des 04 novembre 1998, 26 juin 2001, 19 mai 2010, 28 juin 2016 et 16 novembre 2016 antérieurement délivrés à la société GXO LOGISTICS FRANCE, ou aux exploitants antérieurs pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de Saint-Vulbas ;

VU la demande du 1<sup>er</sup> décembre 2022 présentée par la société GXO LOGISTICS FRANCE dont le siège social est situé 1 Rond-Point du Général Eisenhower – CS 94 764 – 31047 Toulouse CEDEX 1, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter un entrepôt logistique situé au 280, allée des peupliers – Batiment C distripôle – 01150 SAINT-VULBAS et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

VU les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 08 septembre 2023 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 07 novembre 2023 et le mémoire en réponse produit par l'exploitant le 19 décembre 2023 ;

VU la décision en date du 20 décembre 2023 du président du tribunal administratif de Lyon, portant désignation du commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 décembre 2023 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 31 jours, du 30 janvier 2024 au 02 mars 2024 inclus sur le territoire des communes de SAINT-VULBAS (01), BLYES (01), LAGNIEU (01), CHARNOZ-SUR-AIN (01), SAINTE-JULIE (01) et LA BALME-LES-GROTTE (38) ;

VU l'arrêté préfectoral du 11 juin 2024 décidant la prorogation du délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale présentée par la société GXO LOGISTICS FRANCE ;

VU le certificat attestant de l'affichage de l'avis d'enquête du 12 janvier 2024 au 2 mars 2024 inclus par le pétitionnaire sur les lieux du projet,

VU les certificats attestant l'affichage de l'avis d'enquête du 12 janvier 2024 au 2 mars 2024 inclus dans les communes de SAINT-VULBAS, BLYES, CHARNOZ-SUR-AIN, LAGNIEU, SAINTE-JULIE, LA BALME LES GROTTE (38) ;

VU les pièces, le déroulement et le résultat de l'enquête publique ouverte à la mairie de SAINT-VULBAS du 30 janvier 2024 au 2 mars 2024 inclus ;

VU l'avis de Pierre LAMY, désigné en qualité de commissaire-enquêteur;

VU l'insertion de l'avis d'ouverture d'enquête publique dans deux journaux diffusés dans le département de l'Ain et dans deux journaux diffusés dans le département de l'Isère ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de SAINT-VULBAS, SAINTE-JULIE, LAGNIEU ET CHARNOZ-SUR-AIN ;

VU la publication sur le site internet de la préfecture de l'Ain de l'avis d'enquête publique, ainsi que du dossier de demande d'autorisation environnementale ;

VU la transmission de la note de présentation non technique et les conclusions et avis motivé du commissaire-enquêteur aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;

VU le rapport et les propositions en date du 31 mai 2024 de l'inspection des installations classées ;

VU la convocation du demandeur au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), accompagnée des propositions de l'inspecteur de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours de sa réunion du 10 juillet 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté le 22 juillet 2024 à la connaissance du demandeur ;

VU la lettre du pétitionnaire en date du 1<sup>er</sup> août 2024, reçu le 7 août 2024 en préfecture, émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à limiter fortement la quantité de liquide inflammable stockée par rapport à son projet initial permettant ainsi de prévenir les risques pour le voisinage ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Ain ;

## **ARRÊTE**

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

#### **Article 1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société GXO Logistics France (SIRET 37899289501548), dont le siège social est situé 1 Rond-Point du Général Eisenhower – 31047 Toulouse est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de SAINT-VULBAS (01150), au Bâtiment C, Allée des peupliers

(coordonnées Lambert 93 : X=45.844105 et Y=5.277951), les installations détaillées dans les articles suivants.

L'établissement est identifié sous le code informatique suivant : 0010100007.

### Article 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelle suivante :

Commune	Parcelle
Saint-Vulbas (01150)	Section AA, n°18

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est de 44 124 m².

### Article 1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

### Article 1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 8 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

## Article 1.2 Nature des installations

### Article 1.2.1 Liste des installations relevant des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, de déclaration ou de mise en service
<b>Classement par substances</b>				
1185.3.1	D	<b>Gaz à effet de serre fluorés</b> visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire. 1) Fluides autres que l'hexafluorure de soufre	17 tonnes de fluides dans des équipements de capacité unitaire inférieure à 400 litres	Présent arrêté
1436.2	DC	<b>Liquides de point éclair compris entre 60 °C et 93 °C</b> , à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Stockage de 100 tonnes	Antériorité D 03/03/2014
1450.1	A	<b>Solides inflammables</b> (stockage ou emploi de). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	Stockage de 8 tonnes	APAE 04/11/1998



Rubrique	Régime	Libellé	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, de déclaration ou de mise en service
1510.2.b	E	<p><b>Entrepôts couverts</b> (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup></p>	<p>2 cellules :</p> <p>cellule 1 : 11 660 m<sup>2</sup></p> <p>cellule 2 : 9 166 m<sup>2</sup></p> <p>Entrepôt de 240 312 m<sup>3</sup></p>	<p>APAE</p> <p>04/11/1998</p>
1630.1	A	<p><b>Soude ou potasse caustique</b> (emploi ou stockage de lessives de).</p> <p>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure à 250 t</p>	Stockage de 600 tonnes	<p>APAE</p> <p>04/11/1998</p>
<b>Activités</b>				
2910.A. 2	DC	<p><b>Combustion</b> à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et 3110</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse..., si la puissance thermique nominale est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	Chaudière de 1 160 kW	<p>APAE</p> <p>04/11/1998</p>
2925.1	D	<p><b>Accumulateurs électriques</b> (ateliers de charge d') :</p> <p>1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	Puissance de charge de 350 kW	Présent arrêté
<b>Classement par substances et mélanges dangereux</b>				
4330.2	DC	<p><b>Liquides inflammables de catégorie 1</b>, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60 °C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t</p>	Stockage de 1 tonne	<p>APAE</p> <p>04/11/1998</p> <p>Antériorité D</p> <p>03/03/2014</p>
4331.3	DC	<p><b>Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3</b> à l'exclusion de la rubrique 4330.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t</p>	Stockage de 98 tonnes	<p>APAE</p> <p>04/11/1998</p> <p>Antériorité D</p> <p>03/03/2014</p>
4440.1	A (SSB)	<p><b>Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3.</b></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p>	Stockage de 189 tonnes	Présent arrêté

Rubrique	Régime	Libellé	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, de déclaration ou de mise en service
		1. Supérieure ou égale à 50 t		
4510.1	A (SSH)	<b>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</b> La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t	Stockage de 450 tonnes	Présent arrêté

(1) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), SSH (Seveso Seuil Haut), SSB (Seveso Seuil Bas)

(2) APAE (Arrêté Préfectoral d'Autorisation Environnementale)

### Article 1.2.2 Liste des installations relevant des rubriques de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations relèvent également des rubriques loi sur l'eau suivantes :

Rubrique	Libellé	Régime	Description et volume de l'activité
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la superficie totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieur à 1 ha mais inférieur à 20 ha	D	La surface totale du site est de 44 124 m <sup>2</sup>

D (Déclaration)

### Article 1.2.3 Consistance des installations autorisées

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment d'une surface de stockage de 20 826 m<sup>2</sup> répartie en 2 cellules de stockage :
  - la cellule 1 de 11 660 m<sup>2</sup>, comprenant une sous-cellule 1bis de 3080 m<sup>2</sup> ;
  - la cellule 2 de 9 166 m<sup>2</sup> ;
- d'une zone de mise à quais des poids-lourds venant charger et décharger les marchandises, sur la façade Sud. Cette façade dispose d'un accès direct via une rampe ;
- de bureaux et locaux sociaux disposés au niveau de la façade sud ;
- d'un local chaufferie disposé en façade nord ;
- de deux locaux de charge disposés en façade nord ;
- d'une zone de stationnement de véhicules légers aménagée au sud du site,
- d'une zone de stationnement poids lourds aménagée au sud du site.

### Article 1.2.4 Statut de l'établissement

L'établissement relève du statut SEVESO « seuil haut » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est :

- SEVESO seuil bas pour les dangers physiques par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R.511-11 du code de l'environnement pour la rubrique 4440.
- SEVESO seuil haut pour les dangers pour l'environnement par dépassement direct d'un seuil tel que défini au point I de l'article R.511-11 du code de l'environnement pour la rubrique 4510.

### Article 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

## **Article 1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité**

### **Article 1.4.1 Cessation d'activité et remise en état**

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

## **Article 1.5 Garanties financières**

### **Article 1.5.1 Montant des garanties financières**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 et notamment pour la rubrique 4510.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 626 480 € TTC.  
(Avec Indice TP01 =126,5 (décembre 2022) et TVA : 20 %)

### **Article 1.5.2 Actualisation du montant des garanties financières**

Le montant des garanties financières est actualisé :

- lors de l'établissement initial des garanties financières ;
- tous les cinq ans en se basant sur l'indice des travaux publics TP 01 ;
- dans les six mois suivant une augmentation supérieure de 15 % de l'indice TP 01 sur une période inférieure à 5 ans.

### **Article 1.5.3 Établissement des garanties financières**

A la date de l'arrêté préfectoral et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

## **Article 1.6 Documents tenus a la disposition de l'inspection**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

## **TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR**

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

### **Article 2.1 Conception des installations**

#### **Article 2.1.1 Conduits et installations raccordées**

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible
Conduit N° 1	Chaudière	1 160 kW	Gaz naturel

## Article 2.2 Conditions générales de rejet

L'installation de combustion est soumise aux dispositions du décret n°2009-648 du 09 juin 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 400 kW et 20 MW. Elle est par ailleurs soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 mentionné à l'article 8.2 du présent arrêté.

## TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### Article 3.1 Prélèvements et consommations d'eau

#### Article 3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m³/an)
Réseau d'eau AEP	Réseau d'eau potable du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain (Nappe Alluvions plaine de l'Ain Sud, puits du luizard)	FRDG390	675

### Article 3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

#### Article 3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux usées domestiques,
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux pluviales de voiries et eaux d'extinction incendie),
- eaux pluviales de toitures.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées PK	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
Pt N°1	-	-	Eaux usées domestiques	Réseau des eaux usées du PIPA – allée des peupliers	Station d'épuration mixte du PIPA	Convention de raccordement
Pt N°2	50	X=830085.06 Y=2097465.57	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Réseau des eaux pluviales du PIPA – allée des peupliers	Rhône	Convention de raccordement
Pt N°3	-	-	Eaux pluviales de toitures	Bassin d'infiltration du distripôle	Nappe au droit du parc industriel de la Plaine de l'Ain	

#### Article 3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant à la préfète.



Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

### Article 3.3 Limitation des rejets

#### Article 3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Point de rejet référencé : **N°2 (Eaux pluviales susceptibles d'être polluées)**

Les eaux pluviales de voiries respectent les valeurs limites en concentration ci-dessous, après traitement par un séparateur d'hydrocarbures et avant rejet au milieu considéré :

Paramètres	Code SANDRE	Concentration maximale instantanée (*)
pH	1302	> 5,5 < 8,5
MES	1305	35 mg/l
DCO	1314	300 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	5 mg/l

(\*) : la concentration maximale est mesurée sur la base d'un prélèvement instantané (d'une durée minimale représentative).

### Article 3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

#### Article 3.4.1 Relevé des prélèvements d'eau

Les compteurs des installations de prélèvements d'eau (compteur AEP) sont relevés mensuellement.

#### Article 3.4.2 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles du rejet n°2 selon les modalités ci-dessous.  
Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Pt rejet	Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure
<b>N°2 (Eaux pluviales susceptibles d'être polluées)</b>	pH	1302	Prélèvement ponctuel	Annuelle
	MES	1305	Prélèvement ponctuel	Annuelle
	DCO	1314	Prélèvement ponctuel	Annuelle
	Hydrocarbures totaux	7009	Prélèvement ponctuel	Annuelle

### Article 3.5 Dispositions spécifiques sécheresse

#### Article 3.5.1 Adaptation des prélèvements en cas de sécheresse

L'exploitant est soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse en vigueur.

## TITRE 4 - AUTORISATIONS EMBARQUEES ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

Sans objet.

## TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

### Article 5.1 Limitation des niveaux de bruit

#### Article 5.1.1 Niveaux limites d'urgence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

#### Article 5.1.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

#### Article 5.1.3 Mesure périodique des niveaux sonores

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, à la demande du préfet ou de l'inspection des installations classées, notamment si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. Dans tous les cas, la localisation des points de mesure est définie avec l'accord de l'inspection des installations classées.

## TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

### Article 6.1 Conception des installations

#### Article 6.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Local / structure	Dispositions constructives
Cellule 1	Structure poteau et charpente en béton <b>REI120</b> Façade sud : moellons sur une hauteur de 5 m puis bardage métallique double paroi avec isolation minérale A2s1d0 Façade nord : moellons sur une hauteur de 2,5 m puis bardage métallique double paroi avec isolation minérale A2s1d0 Façade ouest : bardage métallique double paroi avec isolation minérale A2s1d0 Couverture : bac acier nervuré sous face galvanisée avec isolation laine minérale 60 mm et étanchéité bicouche élastomère ; le complexe de couverture est incombustible
Séparation entre cellule 1 et cellule 1bis	Mur en moellons <b>REI120</b> jusqu'en toiture avec flocage sur toiture intérieure de 3 m de part et d'autre du mur Portes coupe-feu <b>EI120</b>
Mur séparatif entre cellule 1 et cellule 2	Mur de type <b>REI 240</b> (coupe-feu 4h) avec dépassement en toiture de 1 m et 0,5 m en façade (ou dispositif équivalent) – A l'extérieur, sur les parois sud et nord, un affichage mentionne l'emplacement et la nature du mur coupe-feu. Portes coupe-feu <i>a minima</i> <b>EI120</b>

Cellule 2	Structure poteau et charpente en béton <b>REI120</b> Façade sud : moellons sur une hauteur de 5 m puis bardage métallique double paroi avec isolation minérale A2s1d0 Façade nord : moellons sur une hauteur de 2,5 m puis bardage métallique double paroi avec isolation minérale A2s1d0 Façade est : bardage métallique double paroi avec isolation minérale A2s1d0 et flocage pour justifier d'une <b>paroi coupe-feu 4h</b> Couverture : bac acier nervuré sous face galvanisée avec isolation laine minérale 60 mm et étanchéité bicouche élastomère ; le complexe de couverture est incombustible
Locaux techniques	Murs en maçonnerie <b>REI120</b> Portes coupe-feu <b>EI120</b> sur locaux à risques Couverture des locaux de charge et local chaufferie en bardage métallique Couverture des autres locaux techniques (sprinklage, TGBT) en dalle béton <b>EI120</b>
Bureaux	Murs séparatif avec cellules en maçonnerie <b>REI120</b> Portes coupe-feu de communication <b>EI120</b> Couverture en dalle béton <b>EI120</b>

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 6.1.2 Désenfumage

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.

Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure et a une hauteur minimale de 1 mètre sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R.4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est au moins égale à 1 % de la surface au sol.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Les commandes manuelles des exutoires sont situées à proximité des issues. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

### Article 6.1.3 Organisation des stockages

Les produits sont stockés dans les différentes cellules suivant les dispositions du tableau ci-dessous :

Famille de produits	Cellule 1	Cellule 1 bis	Cellule 2
Produits combustibles 1510	X	X	X
Dangereux pour l'environnement 4510 – 4511		X	
Liquides inflammables 1436 – 4330 – 4331		X	
Solides inflammables 1450		X	
Solides comburants 4440	X		

Gaz à effets de serre 1185	X		X
Lessive de soude ou potasse caustique 1630			X
Aérosols 4320 – 4321		X	

L'exploitant s'assure en permanence que la quantité de produits organohalogénés stockées reste inférieure à 200 tonnes.

Chaque cellule est équipée de racks de stockage de 6 niveaux, permettant de stocker jusqu'à une hauteur maximale de 9,8 m.

Dans les cellules 1 et 2, la largeur des allées entre les racks est d'au moins 3,5 m.

Dans la cellule 1 bis, la largeur des allées entre les racks est d'au moins 2,7 m.

Les racks de stockage sont implantés aux distances minimales indiquées dans le tableau ci-après par rapport aux murs de chaque cellule :

	Cellule 1	Cellule 1bis	Cellule 2
Paroi NORD	2 m	2 m	2 m
Paroi OUEST	0 m	0 m	0 m
Paroi SUD	25,5 m	2 m	25,5 m
Paroi EST	0 m	0 m	0 m



#### **Article 6.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation**

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La voie d'accès des services de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur minimale de la bande de roulement : 3,5 mètres
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 11 mètres.
- la voie résiste à une charge de 13 tonnes par essieu ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.

Cette voie « engin » peut être mutualisée avec l'établissement voisin à la condition que les règles d'accessibilité énoncées ci-dessus soient respectées.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, une aire de retournement est disponible au niveau de l'impasse. Cette aire de retournement respecte les caractéristiques indiquées dans la fiche technique 2-4-2 du règlement départemental de la D.E.C.I de l'Ain daté du 01/03/2017.

L'établissement dispose de 2 aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés) :

- au nord, au niveau de l'aire de retournement,
- au sud, au niveau de la place PMR.

Ces aires sont directement accessibles depuis la voie « engins » et leurs dimensions respectent les dimensions fixées par l'arrêté ministériel du 11/04/2017 susvisé. Leur emplacement fait l'objet d'un marquage.

#### **Article 6.1.5 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles**

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

À ce titre :

- toute mesure technique ou d'organisation sera mise en œuvre afin que les vannes de barrage commandant les rejets visés au point 3.2.1 soit immédiatement fermée. La procédure de fermeture de ces vannes fait l'objet d'une consigne spécifique ;
- la zone des quais de chargement située en point bas du site est aménagée et étanchée de manière à constituer une capacité de rétention intermédiaire de capacité suffisante pour contenir les effluents. Cette capacité de rétention, calculée selon la règle D9A, est d'au moins 1809 m<sup>3</sup> ;
- la cellule 1bis est équipée d'une rétention déportée d'au moins 488 m<sup>3</sup>.

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention sus-mentionnés aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **Article 6.2 Autres dispositifs et mesures de préventions des accidents**

### **Article 6.2.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité**

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques les mesures marquées comme « barrière retenue » figurant dans le tableau en page 249 à 253 de l'étude de dangers datée de juillet 2023 incluse dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Ces mesures de maîtrise des risques sont mises en œuvre.

De plus, l'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure :

- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise des risques ;
- la tenue à jour des procédures ;
- le test des procédures incident/ accident ;
- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Enfin, conformément à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, l'exploitant tient à jour un document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux.

## **Article 6.3 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

### **Article 6.3.1 Moyens de lutte contre l'incendie**

L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 et complétés et précisés comme ci-après :

- plusieurs appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 150. Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont, situés à moins de 10 mètres de la voie « engins » et distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont positionnés de telle sorte que l'exposition au flux thermique des personnes amenées à intervenir n'excède pas 5 kW/m².

Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 450 mètres cubes par heure durant deux heures.

Les essais de débits en simultané sont renouvelés tous les 5 ans. Les résultats de ces essais sont enregistrés.

- un système d'extinction automatique d'incendie équipant l'ensemble des locaux, adapté aux produits présents et présentant les caractéristiques suivantes :
  - le réseau incendie est alimenté en eau sous pression grâce à deux groupes motopompe diesel de 290 kW à fonctionnement autonome et démarrage sur batterie asservi à la détection incendie ; chaque groupe dispose de sa propre réserve de fuel (d'au moins 520 litres). Une réserve supplémentaire de 1040 litres de FOD est implantée dans le local source SPK ;
  - dans les cellules de stockage, la protection comprend un système sprinkler ESFR en toiture et une protection dans les racks pour la cellule 1 bis.
  - Les têtes de sprinklers au niveau du toit sont de type ESFR avec un facteur K de 202 et la pression minimum à la tête est de 5,2 bars.
  - L'installation comporte 5 postes de sprinklers : 2 pour la protection dans les racks et 3 pour la protection en toiture.
  - Deux réserves d'eau, d'un volume unitaire minimal de 450 m<sup>3</sup> alimentent le dispositif.

### Article 6.3.2 Organisation

L'exploitant dispose d'une P.P.A.M. (**Politique de Prévention des Accidents Majeurs**) conformément à l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014.

L'exploitant met en place un SGS (**Système de Gestion de la Sécurité**) conformément à l'article 8 de l'arrêté du 26 mai 2014.

L'exploitant dispose d'un P.O.I. (**Plan d'Opérations Internes**) conformément à l'article R.181-54 du code de l'environnement et à l'article 5 de l'arrêté du 26 mai 2014.

Pour toute société incluse dans le P.O.I. de l'exploitant, l'exploitant devra notamment mettre en œuvre les dispositions suivantes :

- mise en place d'un moyen d'alerte ;
- mise à disposition et suivi sur les entreprises concernées d'un moyen de communication permettant de déclencher rapidement l'alerte entre l'exploitant et les sociétés concernées ;
- rédaction commune d'une fiche réflexe ;
- information du personnel des entreprises concernées sur les risques générés par l'exploitant ;
- réalisation annuelle d'un exercice commun avec les sociétés concernées.

Le plan d'opération interne (POI) comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

- l'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

### Article 6.4 Ré-examen de l'étude de dangers

Conformément à l'article R.515-98 du code de l'environnement, l'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.

La prochaine notice de ré-examen de l'étude de dangers devra être transmise à la préfète de l'Ain avant le 26 juillet 2028.

## TITRE 7 - PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

### Article 7.1 Prévention et gestion des déchets

L'exploitant prend toute mesure pour réduire les quantités de déchets produites.

### Article 7.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

Les déchets doivent être triés et traités selon les dispositions du titre IV (déchets) du livre V du code de l'environnement.

## TITRE 8 - CONDITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

### Article 8.1 Modification apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 04 novembre 1998	Tous	Articles supprimés
Arrêté préfectoral complémentaire du 16 novembre 2016	Tous	Articles supprimés

### Article 8.2 Réglementation générale applicable aux installations

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent issus des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Rubrique	Textes	Thématique ou installations concernées
<b>Textes transversaux</b>			
23/01/1997	-	Arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement	Bruits
02/02/1998	-	Arrêté du 02/02/98 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Émissions
31/01/2008	-	Arrêté ministériel modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets	Déclarations d'émissions
04/10/10	-	Arrêté du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Risques
22/10/2010	-	Arrêté du 22 octobre 2010 modifié relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal »	Risques
31/05/2012	-	Arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination des garanties financières	Garanties financières



Dates	Rubrique	Textes	Thématique ou installations concernées
31/05/2012	-	Arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières	Garanties financières
26/05/2014	-	Arrêté du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement (établissements SEVESO)	Risques – SEVESO
27/12/18		Arrêté du 27/12/18 modifié relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses	Pollutions lumineuses
22/02/22		Avis technique publié au Journal Officiel de la République Française n°85 du 11/04/24 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement	Analyses
29/02/2012		Arrêté du 29 février 2012 modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement	Déchets
25/06/2019		Arrêté préfectoral du 25 juin 2019 modifié relatif à la lutte contre les espèces d'ambrosies dans l'Ain	Santé
<b>Textes spécifiques</b>			
22/12/2008	1436, 4330 et 4331	Arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511	Liquides inflammables
04/08/2014	1185	Arrêté du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185	Stockage d'équipement contenant des gaz à effet de serre fluorés
11/04/2017	1510	Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510	Entrepôt
03/08/2018	2910	Arrêté ministériel du 03 août 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910	Chaudières d'une puissance unitaire supérieure à 1 MW
29/05/2000	2925	Arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 "accumulateurs (ateliers de charge d')"	Ateliers de charge d'accumulateurs

Pour l'application des arrêtés ministériels, les dates d'autorisation, de mise en service ou d'antériorité administrative (bénéfice des droits acquis) des différentes installations sont définies à l'article 1.2 du présent arrêté.

### **Article 8.3 Conditions particulières relatives à l'installation de combustion**

L'installation de combustion (chaufferie) est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 selon les dispositions du point A de l'annexe II (Dispositions applicables aux installations mises en service « ou ayant fait l'objet d'une demande de permis de construire » avant le 20 décembre 2018, dont la puissance thermique nominale est inférieure ou égale à 2 MW au 19 décembre 2018).

## **Article 8.4 Conditions particulières relatives aux installations relevant de la rubrique 1510**

L'entrepôt est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 selon les dispositions :

- du point I de l'annexe V (entrepôts dont la demande d'autorisation a été présentée avant le 1er juillet 2003 ou régulièrement mis en service avant le 1er janvier 2003),
- de l'annexe VIII (à toutes les installations existantes à autorisation ou enregistrement dont le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation a été réalisé avant le 1er janvier 2021)

## **Article 8.5 Lutte anti-vectorielle**

Afin de diminuer la prolifération du moustique tigre (*aedes albopictus*), l'exploitant prend les mesures nécessaires pour supprimer tous les gîtes potentiels, tels que tous réceptacles laissés à l'air libre pouvant contenir une petite quantité d'eau.

## **Article 8.6 Plan particulier d'intervention (PPI) du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain - Modélisation des effets toxiques induits par les émissions d'acide fluorhydrique (HF) contenues dans les fumées en cas d'incendie**

Afin que l'administration dispose de tous les éléments nécessaires à la mise à jour du plan particulier d'intervention (PPI) du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les modélisations des effets toxiques induits par un incendie des bâtiments en y intégrant les émissions de fluorure d'hydrogène (HF) liées à la combustion des produits fluorés potentiellement présents dans l'installation.

Une éventuelle mise à jour des conclusions de l'étude de dangers (matrice de criticité, maîtrise de l'urbanisation et dimensionnement des plans d'urgence) sera fournie à l'inspection des installations classées dans le même délai.

## **Article 8.7 Servitudes d'utilité publique (SUP)**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, sous un délai maximal de 3 mois, un dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique conformément à l'article L.515-8 du code de l'environnement. Ces servitudes concernent les effets qui sortent des limites de propriété pour les scénarii suivants :

- B1 : Incendie au niveau de chaque cellule de stockage : les effets thermiques (3, 5 et 8 kW/m<sup>2</sup>),
- D3 : VCE - explosion de la chaufferie suite à la perte de confinement des tuyauteries de gaz naturel à l'intérieur de la chaufferie : les effets de surpression (20 et 50 mbar),
- B4 : Dispersion de fumées toxiques suite à un incendie : les effets irréversibles.

Le dossier comprendra a minima les informations suivantes :

- 1° Une notice de présentation ;
- 2° Un plan faisant ressortir le périmètre établi ainsi que les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes ;
- 3° Un plan parcellaire des terrains et bâtiments indiquant leur affectation ;
- 4° L'énoncé des règles envisagées dans la totalité du périmètre ou dans certaines de ses parties. Les règles en matières d'urbanisation future pourront se baser sur les règles définies dans la circulaire du 04 mai 2007 relative au porter à la connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.

# **TITRE 9 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS PUBLICITÉ – NOTIFICATION**

## **Article 9.1 Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Lyon ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susmentionnés.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (art. R.181-51 du code de l'environnement).

### **Article 9.2 Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de SAINT-VULBAS et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de SAINT-VULBAS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- Une copie du présent arrêté sera également adressé à chaque conseil municipal consulté, à savoir : BLYES, CHARNOZ-SUR-AIN, LAGNIEU, SAINTE-JULIE, LA BALME LES GROTTES (38) ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 9.3 Notification**

La secrétaire générale de la préfecture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au directeur de la société GXO LOGISTICS FRANCE - 1 rond point du Général Eisenhower CS 94764 - 31047 TOULOUSE CEDEX 1, ,

• et copie adressée :

- au sous-préfet de BELLEY,
- au maire de SAINT-VULBAS, pour être versée aux archives de la mairie pour mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté,
- aux maires de BLYES, CHARNOZ-SUR-AIN, LAGNIEU, SAINTE-JULIE, LA BALME LES GROTTES (38) ,
- au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- au directeur départemental des territoires,
- au délégué territorial départemental de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes ,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au président de la commission locale de l'eau de la Basse Vallée de l'Ain,
- à Monsieur Pierre LAMY, commissaire-enquêteur titulaire,
- à Monsieur Roland DASSIN, commissaire-enquêteur suppléant.

Fait à Bourg-en-Bresse, le - 9 SEP. 2024

La préfète,  
Pour la préfète,  
La secrétaire générale,

  
Virginie GUERIN-ROBINET

938 938 938